



Pourquoi la politique de tests à l'école va changer

VIRAGE Le ministère de l'Éducation opte pour un dépistage réactif. Objectif : limiter les fermetures de classes « Notre boussole reste la priorité d'une école ouverte. » Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, garde le cap fixé depuis la fin du premier confinement. Mais, face à la cinquième vague épidémique et alors que le taux d'incidence bondit chez les 6-10 ans pour dépasser les 500 nouveaux cas par jour pour 100 000 enfants, il annonce un changement de méthode à l'école primaire. À partir du 6 décembre au plus tard, les fermetures de classes, qui concernent actuellement 180 000 familles, ne seront plus systématiques pendant sept jours après détection d'un cas de Covid-19. Seuls les élèves testés positifs resteront à la maison.

La nouvelle stratégie s'inspire d'une expérimentation, lancée le 7 octobre, dans l'Aisne, l'Ariège, la Côte-d'Or, les Landes, la Manche, le Morbihan, la Moselle, le Rhône, le Val-d'Oise et le Var. Dès qu'une infection y est détectée, les élèves de la classe sont dépistés le jour même ou le lendemain. Les laboratoires chargés de faire ces tests salivaires gratuits communiquent les résultats au plus tard deux jours après le signalement et les enfants positifs sont tenus de s'isoler pendant dix jours.

Le bilan de cet essai sera connu vendredi. Ce « dépistage réactif » aurait permis de limiter le nombre de fermetures de classes. D'en éviter 60 %, par exemple, dans le Rhône. Mais, reconnaît le ministre, l'efficacité diffère selon les endroits, du fait de la réactivité des laboratoires. Avant-hier, le Val-d'Oise comptait encore 332 classes fermées. Les modalités de dépistage

seront adaptées : soit des équipes mobiles viendront à l'école, soit les parents se chargeront de faire passer des tests antigéniques ou PCR à leurs enfants. Dans ce cas, seuls les élèves présentant un test négatif pourront revenir en classe.

Constat d'échec

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas opté pour un dépistage hebdomadaire systématique de tous les élèves du primaire ? Préconisée par le conseil scientifique, une telle mesure peut permettre de freiner une dynamique épidémique à condition d'une large adhésion des familles, comme l'ont montré les travaux de l'équipe de la modélisatrice de l'Inserm Vittoria Colizza et les campagnes réitérées menées en Angleterre. En revanche, un dépistage réactif sert essentiellement à limiter le nombre de classes fermées : 8 890 jeudi, plus du double que la semaine précédente.

Ce virage, après le constat d'échec d'un dépistage massif boudé par les parents (190 487 tests salivaires ont été réalisés en une semaine, 50 % de ceux qui étaient proposés), semble approuvé par les familles : « Il est primordial que les enfants qui ne sont pas concernés par le Covid puissent apprendre en étant à l'école », salue la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). En revanche, des syndicats d'enseignants doutent de la pertinence du nouveau protocole en période de rebond épidémique.

Claudine Némausat, cosecraire générale du SNMSU-Unsa, principal syndicat de médecins scolaires, voit « deux limites » : « La faisabilité et l'acceptabilité. » Pour vaincre les réticences, certains plaident pour une grande campagne télévisée en faveur du dépistage. ●

MARIE QUENET

